

Zoom microfinance

Une microfinance de plus en plus verte : tendance lourde ou effet de mode ?

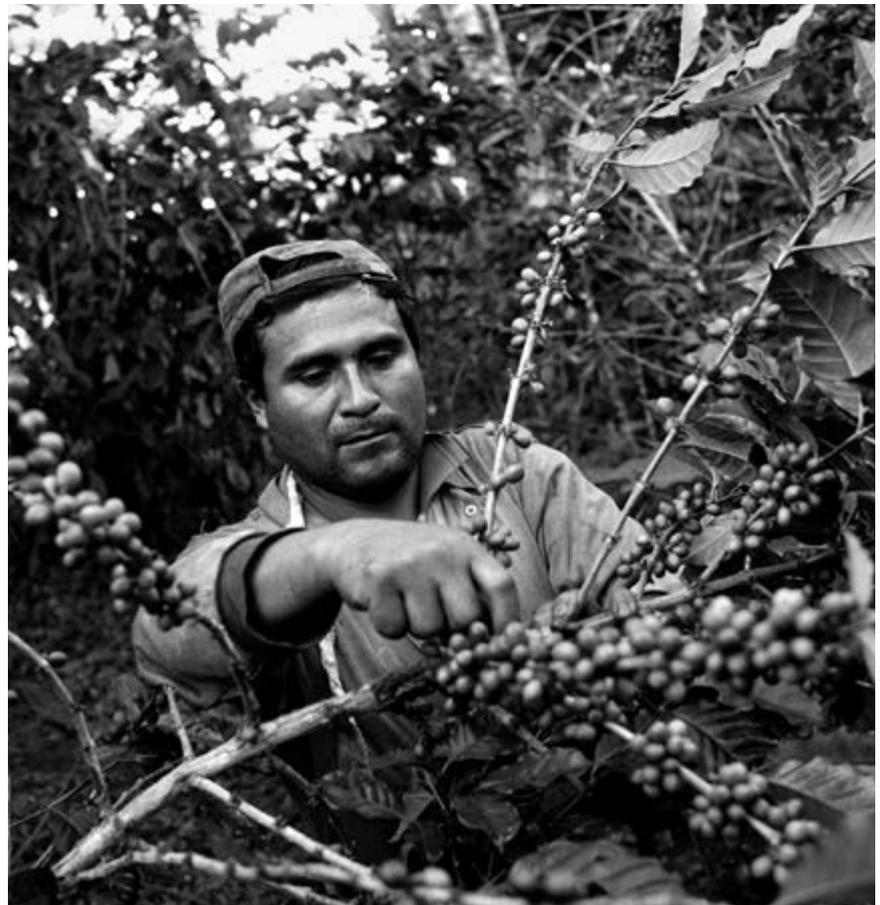
L'émergence
de la microfinance verte

Les motivations d'une IMF
pour la microfinance verte.

Énergie verte en Éthiopie

Des outils financiers « verts »
en Bolivie et au Pérou

Conclusion



© G. Turine - SOS Faim.

Le secteur de la microfinance s'est consolidé dans les années 1990 et au début des années 2000 avec la double perspective d'être viable financièrement et de démontrer un réel impact social. Ce n'est que durant les 10 dernières années que des voix se sont élevées pour prendre également en considération le troisième pilier du développement, le volet environnemental. On a dès lors commencé à parler de la « triple bottom line », dans un premier temps sous l'impulsion de certains acteurs du secteur, comme des bailleurs de fonds ou des prestataires de services.

L'émergence de la microfinance verte

Ce concept de microfinance verte a commencé à émerger dans un environnement marqué par deux évolutions frappantes : d'une part, suite à un certain nombre de crises, une remise en question de l'impact de la microfinance sur les clients ; d'autre part, l'existence d'une relation de plus en plus concurrentielle entre institutions de microfinance.

L'approche en trois dimensions considère que le succès d'une IMF serait basé sur son comportement par rapport au profit (le financier), aux clients (le social) et à la planète (l'environnement), selon le schéma ci-dessous¹.

Types de retours		
Financiers	Non financiers : sociaux ou sociétaux	
	Sociaux (les gens)	Environnementaux (la planète)
	<ul style="list-style-type: none"> • Economie • Santé • Education • Autres 	<ul style="list-style-type: none"> • Energie • Réduction carbone • Ressources naturelles

Le lien entre la micro finance et la préoccupation de développement durable peut être mis en œuvre de différentes manières :

- ☛ Le financement d'activités que l'on peut qualifier de « vertes » : la production biologique, l'agro foresterie, l'écotourisme, la gestion et le recyclage de déchets, le compostage, l'installation d'équipements d'énergie renouvelable.
- ☛ La réduction de l'empreinte écologique de l'institution de microfinance, qui au même titre que d'autres entreprises, décide d'améliorer la performance environnementale liée à sa propre activité.
- ☛ La limitation de l'impact environnemental des activités des clients, par exemple en adoptant une liste d'exclusion de certains types de crédits.
- ☛ La prestation par l'IMF de services non financiers à ses clients, que ce soit afin de les sensibiliser aux questions d'environnement ou pour les former à des approches respectueuses de celui-ci.

1 : source : MICRO RATE, 'a guide to responsible investing', décembre 2013 – www.microrate.com

Les motivations d'une IMF pour la microfinance verte

Dans le cadre de sa thèse de doctorat « microfinance et environnement », Marion Allet² a décrit les trois motivations essentielles pouvant inciter une entreprise à s'ouvrir à ce domaine (Bansal & Roth – 2000³) :

☛ **Le besoin de légitimation** : une IMF se sentirait contrainte à devenir verte parce qu'il existe des pressions d'autres parties prenantes telles que les investisseurs et les bailleurs.

☛ **Le renforcement de la compétitivité** : le phénomène de commercialisation de la microfinance a entraîné sur certains marchés une concurrence plus importante, ce qui peut pousser une IMF à développer sa compétitivité avec de nouveaux produits pour trouver de nouveaux clients mais également pour accéder à de nouvelles sources de financement.

☛ **La responsabilité sociale** : elle est clairement liée aux valeurs sociales de l'entreprise. Comme le secteur de la microfinance se caractérise par une mission sociale forte qui consiste à fournir des services financiers à des exclus des circuits bancaires traditionnels, il existe à priori un potentiel important en termes de responsabilité sociale.

Si la dernière motivation est plutôt d'ordre éthique, les deux premières sont plus clairement pragmatiques.

Le travail de recherche (auquel 160 IMF ont contribué) de Marion Allet aboutit à la conclusion que, dans le cas des IMF, c'est la question de la responsabilité sociale qui joue le rôle le plus important dans la motivation à faire de la microfinance verte. Il s'agit donc d'une démarche positive qui va le plus souvent de pair avec la mise au point de produits verts (compétitivité renforcée) et avec un travail non financier de sensibilisation et de formation des clients.

SOS Faim fait partie de la large communauté des bailleurs impliquée dans l'appui au secteur de la microfinance particulièrement dans le champ rural et agricole. Jusqu'à présent, SOS Faim n'a pas considéré une démarche environnementale en microfinance comme une condition d'entrée en partenariat, mais,

2: Thèse de doctorat 'Microfinance et environnement', Marion Allet, Université Libre de Bruxelles, SBS-EM, CEB, CERMI – Université Paris I Panthéon Sorbonne, IEDES, UMR 201 'Développement et sociétés' – année académique 2012-2013.

3: Bansal & Roth (2000) 'Why companies go green: a model of ecological responsiveness' – The Academy of Management Journal 43(4) ; 717-736.

chaque fois qu'un partenaire a souhaité entamer ou consolider une démarche en ce sens, il y a eu un appui. Ce fut notamment le cas pour l'accès à l'énergie verte en Éthiopie et le développement de l'agriculture biologique dans deux pays andins.

Energie verte en Éthiopie

L'accès par le crédit à des équipements pour une source d'énergie renouvelable est sans doute l'exemple le plus souvent cité en matière de microfinance verte.

En 2013, deux partenaires de SOS Faim en Éthiopie, Harbu et Buusaa Gonofaa ont manifesté leur intérêt à développer une offre en matière d'énergies renouvelables. Un appui technique a été sollicité auprès de Micro Energy International⁴.

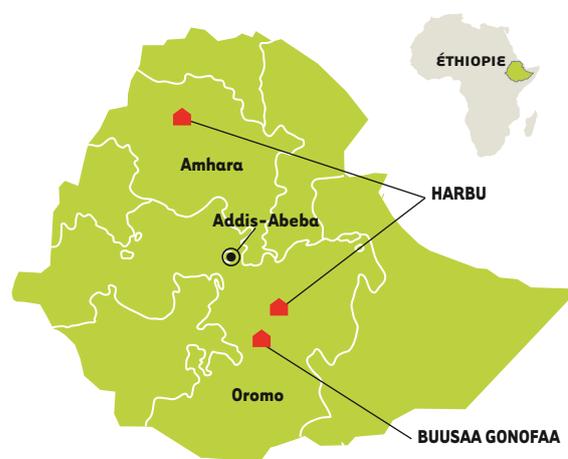
D'une part, le secteur de l'énergie en Éthiopie est largement dépendant de sources traditionnelles basées sur la biomasse, ce qui classe le pays parmi les plus faibles consommateurs d'énergie électrique au monde. En milieu rural, seuls entre 1 et 2% des Éthiopiens ont accès à l'électricité. Alors que le gouvernement a prévu un cadre de transition vers des énergies renouvelables ou plus efficaces, le déficit de moyens financiers et d'assistance technique freine les efforts réalisés sur le plan politique.

D'autre part, le secteur de la micro finance éthiopien se caractérise par une croissance rapide. Il représente plus de 2,7 millions d'emprunteurs actifs pour un portefeuille de crédits de 600 millions de dollars⁵.

BUUSAA GONOFAA et HARBU ont leur siège à Addis Abeba et sont principalement actives dans les régions Oromia et Amhara et souhaitent non seulement développer une offre de produits liés à l'énergie propre, mais également s'inscrire dans une stratégie verte plus globale.

Avec l'appui de Micro Energy International, le « projet » est prévu sur la période 2013-2016 :

- ☛ Une phase d'identification a eu lieu fin 2013 avec l'analyse des besoins en énergie des clients actuels et potentiels des deux IMF et du potentiel pour relier avec



Dans le cas des IMF, c'est la question de la responsabilité sociale qui joue le rôle le plus important dans la motivation à faire de la microfinance verte.

succès les secteurs de l'énergie et de la micro finance.

- ☛ Phase de mise en œuvre : mise au point de produits financiers verts ; développement de la chaîne de fournitures de produits et services verts (importance d'une chaîne sans rupture depuis la production jusqu'à la vente, la distribution, l'installation et le service après-vente) ; réalisation d'une phase pilote en 2014 ; amplification de la démarche à partir de 2015.

La phase d'identification préliminaire a permis d'explorer un certain nombre de produits potentiels :

- ☛ Les technologies solaires : pompes solaires, lampes solaires (principal besoin identifié chez les clients de BG), installations domestiques d'énergie solaire

- ☛ Les cuisinières améliorées : sans doute la technologie qui permettrait la plus grande économie aux clients, selon les agents de crédits des deux IMF

- ☛ Les biodigesteurs où il existe des appuis dans le cadre d'une politique gouvernementale

Mais également de confirmer les capacités des deux IMF à mettre en œuvre une stratégie verte (en particulier les fortes prédispositions du management et du staff) et de définir les étapes et les contraintes à franchir pour s'assurer d'un succès : préciser le « marché », confirmer dans le détail la viabilité économique, disposer des ressources humaines nécessaires

4 : "Évaluation of the potential to develop a micro energy program" ; December 2013 ; Micro Energy International GmbH.

5 : source : MixMarket ; juillet 2014)

Des outils financiers « verts »

Des associations de producteurs créent leurs outils financiers « verts » en Bolivie et au Pérou :

Des producteurs de café à l'initiative de leur propre instrument de financement.

En 2003, la coopérative de producteurs de café La Florida au Pérou franchit le pas de transformer son unité interne de gestion des crédits en coopérative d'épargne et de crédit autonome. Dès le départ, la nouvelle coopérative « baigne » dans de la finance verte, vu que sa structure mère avait pris l'option d'encourager ses membres à passer à l'agriculture organique. En effet, ce marché de niche à l'exportation offrait de meilleures perspectives de viabilité économique des parcelles familiales.

Près de dix années plus tard, la coopérative CREDIFLORIDA s'est consolidée de manière intéressante et présente la particularité de consacrer une très importante partie de ses moyens à des crédits à l'agriculture « verte » (organique).

Actuellement, les femmes représentent 25 % des membres.

L'épargne à vue est rémunérée à 4 % ; à terme (1 an), la coopérative propose un rendement de 11 %. Les crédits de campagne coûtent entre 20 et 22 % par an et la coopérative ne finance que maximum 60 % du budget d'une campagne.

La coopérative structure son travail par le lien fort qu'elle entretient avec des associations et des coopératives de producteurs (environ une dizaine). Comme celles-ci ont généralement fait le choix de la production organique, la coopérative suit la tendance. En outre, la collaboration avec des groupes organisés est un facteur important de mitigation du risque (pression sociale et marchés plus sécurisés).



Le portefeuille de crédit est investi à 95 % dans l'agriculture. La proportion de la production biologique représente environ 90 %.

Un produit spécifique pour la rénovation des plantations de café :

La coopérative va jusqu'à financer 100 % des besoins, soit 28.000 soles (équivalent de 7.442 €) sur 4 ans pour un hectare « tout compris », avec une assistance technique. Un plan de déboursements personnalisé est établi en fonction des besoins de chaque parcelle et des recettes globales de l'exploitation familiale. En 2009, un programme pilote a concerné 50 hectares, avec un taux de récupération de 100 %. Actuellement, des prêts sont en cours pour 250 hectares, soit de café (150) soit de café en combinaison avec la banane (100). Dans les différentes communautés concernées, une priorité est

L'évolution des 4 dernières années

	2010	2011	2012	2013
Patrimoine (€)*	1.366.546	1.417.658	2.382.444	2.373.339
Membres	2.204	2.520	3.040	3.265
Captation des fonds des membres (épargne) (€)	2.080.513	3.050.281	3.557.319	3.606.904
Portefeuille de crédits (€)	4.405.994	5.986.766	8.039.117	7.255.830
Personnel	21	22	21	27
Résultat (€)	157.920	243.949	564.415	27.054

* Le taux de change utilisé pour la conversion en € est de 3,7624 sols péruviens pour 1 €.

donnée dans un premier temps à des leaders dans l'optique de faciliter une réplique de la démarche. Le coût de ce produit est de 15 % en dollars ou 17 % en soles. Une commission supplémentaire de 2 % couvre l'assistance technique qui est obligatoire. Des garanties réelles sont demandées : le titre de propriété des parcelles avec leur valorisation.

En termes de résultats, l'existence d'un appui technique permet d'accompagner une augmentation graduelle des rendements qui passent en moyenne de 10-12 à 25 quintaux à l'hectare.

Outre la hausse de productivité, l'assistance technique encourage une meilleure gestion de la plantation, notamment via la reforestation (200 arbres autres que du café sont plantés par hectare). Ceci entraîne une plus grande valeur ajoutée (sans parler du critère environnemental). On peut parler d'agriculture intensive mais qui protège l'environnement.

Comme il s'agit de crédits à relativement long terme (4 ans), la coopérative a négocié des financements extérieurs sur des périodes correspondantes, l'épargne locale étant rarement bloquée sur des périodes aussi longues.

Une autre caractéristique de la démarche est la proximité : une visite préalable est réalisée sur la parcelle. La qualité de sa gestion est un critère déterminant dans la décision de l'octroi du crédit. En outre, l'agent de crédit prend en considération l'ensemble des différentes sources de revenus de la famille (établissement des flux financiers et des capacités de remboursement). Une fois le crédit déboursé, des visites de suivi mensuelles ont lieu. Chaque analyste de crédit gère un portefeuille de 200 crédits et passe plus de 80 % de son temps sur le terrain.

Une importante limite du modèle CREDIFLORIDA est néanmoins la très nette dépendance par rapport à un produit, le café. Ceci implique des risques, non seulement en termes de variation des prix sur le marché international, mais également d'apparition de maladies : ainsi, en 2013, une importante partie des parcelles financées a été touchée par la rouille jaune⁶, d'où une diminution du portefeuille de crédits et du résultat observée pour l'année 2013, avec surtout 30 % de crédits qui ont dû être restructurés.

C'est cette forte concentration sur le café qui a suscité depuis 2010 la création d'une unité spécifique de ges-

tion des risques. Dans ce cadre, un comité des risques qui reporte au conseil d'Administration a été mis en place. Il a recommandé notamment une diversification du risque de crédits (oranges, ananas, cacao, ...). Si les en cours pour le café représentent encore 87 %, le but est de descendre jusqu'à 70 %.

Deux exemples de diversification réussie.

La famille Ochoa père et fils (Luz-Maria – Péréné) : du café à l'orange :

Les Ochoa sont membres d'une association de producteurs qui compte 55 membres. La plantation du père se trouve à 1.200 mètres, au-dessus de Luz Maria (Péréné). Il y cultive 2,5 hectares de café organique en association avec des bananiers. Il a pris un crédit de campagne de 10.000 soles (2.658 €). Le fils possède une plantation d'orangers organiques à l'étage écologique inférieur (650 mètres). Sa production est de près de 80 tonnes sur 3,5 hectares. Environ 1/3 de sa production part à l'exportation comme produit certifié, le reste est vendu à Lima au même prix que l'orange conventionnelle. C'est le marché organique qui permet de lui garantir un chiffre d'affaire de 24.000 soles (6.379 €) par an. Il prend depuis 5 ans un crédit de campagne de 15.000 soles (3.987 €) essentiellement pour fertiliser sa parcelle avec du guano.

La famille Fundes (à Grau)

La famille Fundes est passée à la production organique de café dès l'année 2000. Non seulement parce que ce marché se développait, mais également en réponse à des problèmes de santé liés à l'utilisation de produits fertilisants et de pesticides toxiques. La parcelle familiale a été touchée par la rouille et a bénéficié d'un crédit de secours de 10.000 soles (2.658 €) qui finance les besoins à hauteur de 50 % pour introduire des variétés résistantes à la rouille. Mais ce qui a également permis à la famille de tenir bon, c'est son sens de l'anticipation en investissant dans la diversification avec des produits agricoles comme la banane (en association avec le café) ou le cocona⁷, mais également l'élevage (22 vaches et 200 cochons d'Inde).

Les cadres de CREDIFLORIDA mettent également l'accent sur le fait que l'on peut observer une liaison claire entre la qualité du portefeuille et le niveau de diversification : c'est le cas notamment dans une des zones d'implantation de la coopérative, à Pangoa.

Les cadres de CREDIFLORIDA observent une liaison claire entre la qualité du portefeuille et le niveau de diversification de la production.

6 : Maladie causée par le champignon *Hemileia vastatrix*.

7 : Le cocona est un fruit typique de la zone andine, de la famille des solanacées, comme la pomme de terre et la tomate.

Trois organisations organiques boliviennes unissent leurs efforts.⁸

En 2013, dans le cadre de la mise en œuvre d'un modèle de développement économique national basé sur le secteur productif et en particulier la petite production agricole paysanne, la loi bolivienne sur les services financiers a reconnu l'existence d'un statut spécifique pour les entités financières communautaires (EFC).

Trois entités de ce type ont été créées en Bolivie à l'initiative d'associations de producteurs. Elles se sont unies en une faîtière en 2011 : FINDEPRO, l'organisation nationale des entités financières communautaires de producteurs.

Les principaux avantages comparatifs de ces entités sont clairement :

- ✔ leur proximité avec les producteurs et la connaissance et maîtrise de leur système de production ;
- ✔ leur capacité à influencer les pratiques des producteurs ;
- ✔ le contrôle social exercé par l'association mère.

⁸ : Cette partie de la publication a été rédigée sur base d'un document élaboré par l'organisation bolivienne PROFIT-RURAL qui assure le secrétariat technique de FINDEPRO.



Ces trois entités sont fortement impliquées dans des opérations de finance «verte» dans la mesure où elles ont été mises en place par des organisations de producteurs qui ont fait le choix de prioriser la production organique, dans un premier temps pour des raisons économiques d'existence d'une niche sur le marché pour des produits tels que le café, le cacao ou encore le quinoa.

FINCAFE

Créée en 1998 à l'initiative de 25 organisations économiques paysannes, cette entité dessert à la fois des producteurs individuels (rénovation de parcelles de café et crédits de campagne) et des associations et coopératives de producteurs (transformation, commercialisation et exportation de café).

269 crédits individuels sont en cours, essentiellement pour la rénovation de plantations de café, de manière à répondre à un besoin important en ce sens. Pour une surface de 0,5 hectare, le prêt est de 1.271 €. La particularité de l'approche est d'associer une institution financière (FINCAFE) et un prestataire d'assistance technique (Association des Organisations de Producteurs Écologiques de Bolivie – AOPEB). Le taux d'intérêt demandé est de 16 % par an. Les crédits sont octroyés pour des périodes de 2 à 3 ans.

Un paquet technique complet est proposé aux producteurs avec des cultures de café arabica organique sous couvert forestier, ce qui diversifie et complète les revenus familiaux. L'approche est individuelle, sur mesure, basée sur un diagnostic des caractéristiques et du potentiel du terrain concerné. L'assistance technique apportée par 3 cadres de l'AOPEB est prise en charge par SOS Faim dans le cadre d'un programme d'appui à la rénovation des plantations de café.

AFID

La centrale régionale de coopératives EL CEIBO, créée en 1977, regroupe actuellement 49 coopératives et 1.131 membres. Son cœur d'activités est la production de cacao certifié organique et équitable. Elle produit également du chocolat, de la liqueur et du beurre de cacao.

Association « mère »	EFC	Produit	Localisation
Fédération des producteurs de café de Bolivie – FECAFEB	Servicios financieros cafetaleros FINCAFE	Café	La Paz – Yungas
Centrale régionale de coopératives EL CEIBO	Alternativa financiera para el Desarrollo AFID	Cacao, bananes, citrons, oranges.	La Paz – Alto Beni
Association nationale des Producteurs de Quinoa – ANAPQUI	Financiera Asociacion Agropecuaria del Altiplano Sur FAAAS	Quinoa, camélidés	Oruro, Potosi

En 2008, EL CEIBO a créé une structure d'assistance technique pour ses membres. Les appuis techniques apportés ont mis en évidence la nécessité de compter sur des financements accessibles et flexibles avec comme objectif d'améliorer la productivité des parcelles. En 2011, la décision de créer un bras financier, AFID, a dès lors été prise, non seulement pour améliorer la culture du cacao, mais aussi pour favoriser la diversification avec des produits comme la banane, le yucca, la papaye, le citron et l'orange.

En tant que bras financier d'EL CEIBO, AFID a repris à son compte la politique de promotion de la culture biologique mise en œuvre par son organisation mère. La certification organique est dès lors une condition d'accès au financement.

Le portefeuille actuel de crédits est équivalent à 1.500.000 € pour 770 producteurs financés (environ 1.948 € de crédit moyen). L'ensemble du portefeuille est quasiment investi dans du crédit à la production, avec un taux d'intérêt de base de 18 % qui peut être ramené à 16 % pour les affiliés qui ont un historique de crédits sans problèmes.

FAAAS

FAAAS (Association financière d'agro-élevage de l'Altiplano Sud) est créée en août 2010 par 9 associations régionales de producteurs de quinoa de la même zone, elles-mêmes fédérées dans ANAPQUI (Association Nationale des Producteurs de Quinoa).

FAAAS, en tant que bras financier, est connecté au programme d'assistance technique d'ANAPQUI, le PRO-QUINAT, lancé en 1992 et promouvant la production de quinoa organique.

Fin 2013, le portefeuille de crédits octroyés par FAAAS était légèrement supérieur à 1.500.000 € et distribué entre 458 clients. Les crédits concernaient à la fois la production de quinoa biologique (préparation des champs, semis, récolte), mais également l'élevage de moutons et de lamas.

Les taux d'intérêts demandés sont de 13 % pour les membres des associations affiliées à ANAPQUI et de 16 à 18 % pour les non membres.

Des points communs

Les 4 expériences présentées mises en œuvre au Pérou et en Bolivie ont plusieurs points communs :

- ☛ Elles sont de relativement petite envergure en termes de nombre de crédits et de portefeuille. Par contre, le montant moyen des prêts est plutôt élevé car il y a souvent une dimension d'investissement dans les activités.
- ☛ Elles ont une dimension régionale, relativement localisée.

- ☛ Elles sont toutes nées sur l'initiative d'une association ou coopérative de producteurs qui a décidé de créer son propre bras financier, faute d'une offre satisfaisante de la part d'autres institutions financières. Les orientations organiques des associations mères ont dès lors clairement déterminé les choix des bras financiers mis en place.

- ☛ Toutes ces entités financières privilégient le financement d'une filière principale (le café, le cacao, le quinoa), ce qui les rend relativement vulnérables aux différents aléas (climat, maladies, variations de prix, ...). Le cas de la rouille jaune du café qui a obligé CRE-DIFLORIDA à refinancer 30 % de son portefeuille est exemplaire en ce sens.

- ☛ Dans tous les cas, les crédits sont liés à un programme d'assistance technique : dans certains cas, il s'agit de subsides obtenus dans le cadre de la coopération internationale ; dans d'autres, le coût de l'assistance technique est intégré dans le taux d'intérêt du crédit octroyé.

- ☛ De manière générale, ces bras financiers mis en place par des organisations de producteurs offrent du crédit à des conditions relativement intéressantes, moins coûteuses que le marché traditionnel de la microfinance dans les deux pays concernés.

Conclusion

Le fait a été signalé en début de publication : la microfinance verte en est encore à ses débuts. Mais son essor ne fait guère de doute.

D'une part parce que la plupart des institutions de microfinance sont nées dans une perspective de finalité sociale forte qui les rend sensibles à leur responsabilité sociétale et dès lors motivées à participer à la résolution de difficultés rencontrées par la société comme c'est le cas de la dégradation de l'environnement et du processus de changement climatique.

D'autre part, parce que les quelques cas présentés montrent que la microfinance verte répond concrètement à une demande existante chez les emprunteurs. Les produits proposés que ce soit pour une énergie verte ou pour une agriculture biologique, sont intéressants pour les utilisateurs du point de vue économique et social. Et ils ne semblent pas affecter la pérennité des institutions qui les délivrent. Que demander de plus ?

Ce numéro de « Zoom Microfinance » a été rédigé par Marc Mees, en charge de la gestion des connaissances à SOS Faim.

SOS Faim et la microfinance

SOS Faim appuie depuis de nombreuses années des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine. Comme tout outil de développement, la microfinance doit être interrogée dans ses finalités, ses modalités et les conditions de sa mise en œuvre. C'est dans cet esprit que SOS Faim publie *Zoom microfinance*. Vous pouvez retrouver cette publication, en version téléchargeable, en français, anglais et espagnol, sur le site Internet de SOS Faim : www.sosfaim.org

SOS Faim est membre de European Microfinance Platform [e-MFP] et de la Table Ronde de la microfinance luxembourgeoise (TRML).

Parallèlement à *Zoom microfinance*, SOS Faim édite *Dynamiques paysannes*, une publication consacrée aux enjeux rencontrés dans leur développement par les organisations de producteurs agricoles et les organisations paysannes. Vous pouvez également retrouver cette publication en version téléchargeable en français, anglais et espagnol, sur le site Internet de SOS Faim : www.sosfaim.org

Éditeur responsable : Freddy Destrait, 4 rue aux Laines, B-1000 Bruxelles (Belgique)
Coordination : Marc Mees
Graphisme : www.marmelade.be
Zoom Microfinance est imprimé sur du papier recyclé

SOS Faim – Agir avec le Sud

4 rue aux Laines, B-1000 Bruxelles (Belgique)
Tél. 32-(0)2-511.22.38 Fax 32-(0)2-514.47.77
E-mail info.be@sosfaim.org

SOS Faim – Action pour le développement

88, rue Victor Hugo, L - 4141 Esch-sur-Alzette (Luxembourg)
Tél. 352-49.09.96 Fax 352-49.09.96.28
E-mail info-luxembourg@sosfaim.org

Site internet www.sosfaim.org

Zoom microfinance est réalisé avec le soutien de la Direction générale de la Coopération internationale de Belgique et de la Direction de la coopération au développement du ministère des Affaires étrangères du Luxembourg. Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

Les derniers numéros de *Zoom microfinance* ont concerné :

n° 41

Le Paidek : 20 ans pour construire une réponse solide et adaptée aux besoins de financement des acteurs économiques du Kivu

n° 40

Développer le financement rural grâce aux synergies entre acteurs publics et privés

n° 39

Gestion de la performance sociale – L'expérience de SFPI (Specialized Financial and Promotional Institution) en Éthiopie

n° 38

À la recherche de solutions pour le financement des activités rurales : les réponses de la FONGS au Sénégal

n° 36-37

Répondre aux besoins de financement agricole du monde rural, un défi relevé par la FUGPN-Mooriben au Niger

n° 35

Pour des taux d'intérêts justes et transparents en micro finance

n° 34

Le système d'appui aux filières porteuses de l'organisation paysanne camerounaise Nowefor